

Partie 1. Généralités

1.1 UTILISATION DES LIEUX ET DES INSTALLATIONS

- .1 Exécuter les travaux en nuisant le moins possible à l'utilisation normale des lieux. S'entendre avec le représentant du Ministère sur les mesures à prendre pour faciliter l'exécution des travaux demandés.
- .2 Maintenir les services publics de l'édifice et prévoir des accès pour les occupants et les visiteurs.

1.2 PROTECTION DE LA STRUCTURE PATRIMONIALE

- .1 Les éléments suivants sont considérés avoir une valeur patrimoniale et sont classés en tant qu'articles patrimoniaux, y compris, sans toutefois s'y limiter :
 - .1 les revêtements intérieurs :
 - .1 carreaux de plancher en céramique;
 - .2 carrelages mosaïques en marbre;
 - .3 revêtements de sol en terrazzo;
 - .2 les composants architecturaux intérieurs, comme les portes de voûte, les plinthes et seuils en marbre ainsi que les moulures existantes.
- .2 En raison de l'importante valeur patrimoniale de l'édifice visé par le marché, les travaux de réparation de conservation doivent être exécutés en dérangeant le moins possible les matériaux existants du bâtiment.
- .3 L'entrepreneur doit mettre en œuvre toutes les mesures et méthodes protectrices nécessaires afin de réduire au minimum les risques d'endommager les matériaux existants du bâtiment.
 - .1 Si l'entrepreneur endommage des matériaux, il devra nettoyer et remettre en état le secteur à son état d'origine, sans frais pour l'État et selon l'approbation du représentant du Ministère.
- .4 Plan de protection
 - .1 En se fondant sur l'évaluation des risques examinée et acceptée, préparer un plan de protection, en indiquant les mesures à prendre pour protéger les matériaux existants du bâtiment pendant chaque étape des travaux.
- .5 Il incombe à l'entrepreneur de veiller à ce que tous les membres de son personnel soient entièrement conscients de l'importance de protéger les matériaux du bâtiment et entièrement familiarisés avec les parties du plan de protection qui s'appliquent à leur travail.
- .6 Rapports sur les dommages particuliers
 - .1 Dans l'éventualité que les matériaux du bâtiment existants soient endommagés, avertir immédiatement le représentant du Ministère par écrit et joindre des photos de l'aire endommagée.
- .7 Toutes les méthodes d'installation doivent préconiser une approche d'intervention minimale comme stipulé dans les *Normes et lignes directrices pour la conservation des*

lieux patrimoniaux au Canada (Parcs Canada, 2010). Aucune intervention irréversible ne peut être effectuée sur des matériaux patrimoniaux, par exemple des raccords mécaniques ou des adhésifs puissants.

- .8 Dans la mesure du possible, avant le début des travaux, l'entrepreneur, sous la coordination du représentant du Ministère, doit enlever les composants intérieurs du bâtiment dans les secteurs des travaux (comme les housses de radiateurs) qui empêchent l'avancement des travaux. Les éléments retirés doivent être entreposés pour toute la durée des travaux à un emplacement désigné par le représentant du Ministère.
 - .1 Si, pendant l'exécution des travaux, il fallait enlever d'autres composants du bâtiment, en avertir immédiatement le représentant du Ministère pour que des mesures appropriées puissent être prises.

1.3 CALENDRIER DES TRAVAUX

- .1 Exécuter les travaux « dans les heures normales de travail des occupants », soit du lundi au vendredi, entre 6 h et 18 h, ainsi que le samedi, le dimanche et les jours fériés.
- .2 Avertir le représentant du Ministère 48 h avant d'exécuter des travaux « en dehors des heures normales de travail ».
- .3 Les travaux, les livraisons et l'enlèvement de matériaux sont interdits et il faut éteindre l'équipement bruyant dans les situations suivantes :
 - .1 le spectacle Son et Lumière présenté tous les soirs du 1^{er} mai au 6 septembre, de 20 h 30 à 23 h 30;
 - .2 la Fête du Canada, du 1^{er} juillet à 6 h au 2 juillet à 1 h;
 - .3 le service commémoratif des policiers, dernier dimanche de septembre de 8 h 30 à 12 h 30;
 - .4 la cérémonie d'illumination des lumières de Noël, premier jeudi de décembre, de 17 h à 23 h.
- .4 Lors de la date de début des travaux, le représentant du Ministère fournira un calendrier des activités et cérémonies qui se dérouleront sur la Colline du Parlement. Il incombera à l'entrepreneur de tenir compte des dates et heures lors de l'élaboration du calendrier des travaux.
- .5 De multiples projets auront lieu dans des espaces adjacents aux emplacements où doivent être remplacés les tapis-moquettes. Le calendrier de remplacement des tapis-moquettes doit être examiné et approuvé par le représentant du Ministère avant le début des travaux pour permettre la coordination des travaux et des exigences opérationnelles.

1.4 ORDONNANCEMENT DES TRAVAUX

- .1 Diagramme à barres (diagramme de GANTT) : Représentation graphique de données relatives au calendrier d'exécution d'un projet. Dans le diagramme à barres habituel, les activités ou les autres éléments du projet sont présentés de haut en bas, à gauche du diagramme, tandis que les dates sont présentées en haut, de gauche à droite; la durée de chaque activité est indiquée par des segments horizontaux placés entre les dates. En général, le diagramme à barres est généré à partir d'un système informatisé de gestion de projet offert dans le commerce.

- .2 Plan d'ensemble : Programme sommaire indiquant les principales activités et les jalons clés.
- .3 Soumettre au représentant du Ministère, au plus tard dix (10) jours ouvrables après l'attribution du marché, un diagramme à barres (diagramme de GANTT) qui servira de plan d'ensemble et sera utilisé pour la planification et le suivi des travaux, et pour la production de rapports d'avancement.
- .4 S'assurer que le plan d'ensemble est pratique et qu'il respecte la durée prescrite du marché.
- .5 Le plan d'ensemble doit prévoir la réalisation des travaux selon les jalons prescrits, dans le délai convenu.
- .6 Le représentant du Ministère examinera le calendrier avant de le remettre au plus tard dans les cinq (5) jours ouvrables qui suivent. Si le calendrier est jugé inexploitable, le réviser puis le soumettre de nouveau au plus tard cinq (5) jours ouvrables après l'avoir reçu.
- .7 Le calendrier révisé accepté deviendra le plan d'ensemble, qui servira de référence pour les mises à jour. Ne pas réviser le calendrier d'ensemble sans en avertir le représentant du Ministère.

1.5 DOCUMENTS REQUIS

- .1 Conserver sur le chantier un exemplaire de chacun des documents suivants :
 - .1 les dessins contractuels;
 - .2 le devis;
 - .3 les addendas;
 - .4 les dessins d'atelier révisés;
 - .5 la liste des dessins d'atelier non révisés;
 - .6 les autorisations de modification;
 - .7 les autres modifications apportées au contrat;
 - .8 les rapports des essais effectués sur place;
 - .9 l'exemplaire du calendrier des travaux approuvé;
 - .10 le plan de santé et de sécurité et les autres documents relatifs à la sécurité;
 - .11 les autres documents indiqués.

1.6 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

- .1 Références et codes
 - .1 Les travaux doivent être conformes aux normes minimales applicables des documents de « référence » mentionnés dans les sections du devis ainsi qu'aux exigences du Code national du bâtiment (CNB) – Canada 2015 et de tous les codes provinciaux et municipaux applicables. En cas de divergence ou de contradiction, les exigences les plus strictes prévaudront.
- .2 Restrictions relatives à l'usage du tabac
 - .1 Il est interdit de fumer dans l'immeuble. Se conformer aux restrictions relatives à l'usage du tabac sur la propriété de l'immeuble.

- .3 Découverte de matières dangereuses
 - .1 Si des matériaux appliqués par projection ou à la truelle susceptibles de contenir de l'amiante, des biphényles polychlorés (BPC), des moisissures ou toute autre substance désignée sont découverts au cours des travaux d'enlèvement des tapis-moquettes, interrompre immédiatement ces derniers.
 - .1 Prendre des mesures préventives et en aviser immédiatement le représentant du Ministère.
 - .2 Ne pas reprendre les travaux avant d'avoir reçu des directives écrites du représentant du Ministère.

1.7 CONSIGNES DE SÉCURITÉ-INCENDIE

- .1 Se conformer au Code national du bâtiment – Canada 2015 et au Code national de prévention des incendies – Canada 2015 pour la sécurité des personnes dans le bâtiment en cas d'incendie et pour la protection des bâtiments contre les effets d'un incendie, selon les indications ci-après.
 - .1 Se conformer au Code national du bâtiment (CNB) en ce qui concerne les dispositifs à incorporer dans un bâtiment pendant les travaux de construction, visant la sécurité des personnes et la prévention des incendies.
 - .2 Se conformer au Code national de prévention des incendies (CNPI) en ce qui concerne les éléments suivants :
 - .1 l'utilisation et l'entretien continus des dispositifs de sécurité-incendie et de protection contre les incendies intégrés aux immeubles;
 - .2 les activités exercées qui pourraient présenter des risques d'incendie dans les immeubles et autour de ces derniers;
 - .3 les produits dangereux dans les bâtiments et autour de ces derniers;
 - .4 l'établissement de plans de sécurité-incendie.

1.8 MATIÈRES DANGEREUSES

- .1 Matières dangereuses : produit, substance ou organisme susceptibles d'avoir des répercussions négatives sur l'environnement ou sur la santé des personnes, des animaux ou des végétaux lorsqu'ils sont libérés dans l'environnement.
- .2 Se conformer aux exigences du Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail (SIMDUT) concernant l'utilisation, la manutention, l'entreposage et l'élimination des matières dangereuses ainsi que l'étiquetage et la fourniture de fiches signalétiques (FS).
- .3 Pour les travaux dans les immeubles utilisés, donner au représentant du Ministère un délai de préavis de 48 heures pour les travaux impliquant des substances désignées (Projet de loi 208 de l'Ontario), des matières dangereuses (*Code canadien du travail*, partie II, article 10) et avant des travaux de peinture, de calfeutrage, d'installation de tapis-moquettes ou impliquant des adhésifs et d'autres matériaux qui dégagent des gaz.

1.9 SERVICES PUBLICS TEMPORAIRES

- .1 Les services publics existants nécessaires aux travaux peuvent être utilisés sans frais. Il faut s'assurer que la capacité est adéquate avant d'ajouter une charge additionnelle.

L'entrepreneur est responsable de faire les connexions et déconnexions et d'assumer les frais afférents.

- .2 Avertir le représentant du Ministère et les fournisseurs de services publics des interruptions de service prévues, et obtenir les permissions nécessaires.
- .3 Aviser le représentant du Ministère une (1) semaine avant toute interruption indispensable de dispositifs mécaniques ou coupure de l'alimentation électrique pendant le déroulement des travaux. Veiller à ce que la durée des interruptions soit aussi courte que possible. Procéder aux interruptions en dehors des heures normales de travail des occupants, de préférence la fin de semaine.

1.10 INSTALLATIONS DE CHANTIER

- .1 Ascenseurs désignés : ils peuvent être utilisés aux fins de déplacement du personnel ainsi que des matériaux et du matériel.
 - .1 Le cas échéant, en coordonner l'utilisation avec le représentant du Ministère.
 - .2 L'entrepreneur doit les protéger de tout dommage et des dangers pour la sécurité et éviter de les surcharger.
- .2 Entreposage sur le chantier
 - .1 Coordonner les livraisons de matériaux sur les lieux et en assurer la réception. Respecter les mesures de sécurité et les procédures exigées par le représentant du Ministère, et en assurer la coordination.
 - .2 Équiper l'espace d'entreposage qui lui est assigné par le représentant du Ministère et en assurer l'entretien.
 - .3 Éviter d'encombrer de façon excessive les lieux avec des matériaux ou du matériel.
 - .4 Déplacer les produits et le matériel entreposés qui nuisent aux travaux du représentant du Ministère ou d'autres entrepreneurs.
- .3 Il est strictement interdit au personnel de construction d'utiliser les bennes à ordures et à recyclage du client.
- .4 Il faut utiliser seulement les installations sanitaires assignées par le représentant du Ministère. Maintenir la propreté des installations.
- .5 Affichage
 - .1 Aucune publicité n'est autorisée sur ce chantier.
 - .2 Il incombe au représentant du Ministère de transmettre un communiqué à l'intention des utilisateurs de l'édifice afin de décrire le projet.

1.11 OUVRAGES D'ACCÈS ET DE PROTECTION TEMPORAIRES

- .1 Maintenir les services publics de l'édifice et prévoir des accès pour les occupants et les visiteurs.
- .2 Lutte contre la poussière

- .1 Prévoir des écrans ou des cloisons étanches à la poussière afin d'isoler plus facilement les sources de poussière, de protéger les travailleurs et le public, et d'éviter que la poussière ne se dépose sur les parties terminées de l'ouvrage.
 - .2 Entretenir ces écrans et cloisons et les déplacer au besoin jusqu'à l'achèvement des travaux.
 - .3 Protéger tous les aménagements situés dans le secteur des travaux avec une pellicule de polyéthylène d'une épaisseur de 0,102 mm durant la construction. Enlever la pellicule durant les heures au cours desquelles aucune activité de construction n'a lieu et laisser les lieux propres, en ordre et sécuritaires durant les heures d'utilisation normale.
 - .4 Isoler les étages pour éviter que les odeurs ne se répandent. Prévoir des ventilateurs extracteurs avec filtres à très haute efficacité (HEPA) afin de ventiler le secteur des travaux.
- .3 Concevoir, construire et entretenir des zones d'accès et d'évacuation du secteur des travaux conformément aux règlements municipaux, provinciaux et d'autres autorités compétentes. Ces zones comprennent des voies ou des rampes et doivent être indépendantes des zones de l'édifice qui ne sont pas affectées par les travaux ou dont les travaux sont terminés.
- .4 Protection des surfaces finies du bâtiment
- .1 Protéger les ouvrages contre les dommages jusqu'à la prise de possession.
 - .2 Protéger les ouvrages adjacents aux travaux contre la poussière et la saleté qui peuvent se répandre en dehors des zones de travail.
 - .3 Protéger les ouvriers et les autres utilisateurs du site de tous les dangers.
 - .4 Prévoir les bâches et les sceaux d'étanchéité pour protéger les revêtements muraux et de plancher ainsi que les éléments adjacents du bâtiment, en tenant compte des mesures de protection additionnelles qui pourraient s'avérer nécessaires pour éviter d'endommager la nature patrimoniale de certains matériaux. Enlever et remettre en place ces éléments au besoin et selon l'approbation du représentant du Ministère.
- .5 Secteurs des travaux
- .1 Les secteurs des travaux comprennent tous les corridors et toutes les aires communes, y compris les cages d'escalier, du sous-sol jusqu'au troisième étage.
 - .2 Mettre en œuvre les séparations de chantier ainsi que les panneaux indicateurs requis. Maintenir « le temps et l'espace » tout au long de la durée des travaux.
 - .3 Coordonner les communications entre les parties concernées :
 - .1 lorsque le personnel d'exploitation de l'édifice doit accéder à de l'équipement pour faire fonctionner le bâtiment.

1.12 EXIGENCES GÉNÉRALES CONCERNANT LES PRODUITS

- .1 Qualité d'exécution des travaux
 - .1 La politique d'achat vise à acquérir, à un coût minimal, des articles contenant le plus grand pourcentage possible de matières recyclées et récupérées, tout en maintenant des niveaux satisfaisants de compétitivité. Faire des efforts

- raisonnables pour utiliser des matériaux/matériels recyclés aux fins à la fois de réalisation des ouvrages et d'exécution des travaux.
- .2 Sauf indication contraire dans le devis, favoriser une certaine uniformité en s'assurant que les matériaux ou les éléments d'un même type proviennent du même fabricant.
 - .3 Faire exécuter les travaux par des apprentis ou des ouvriers qualifiés et accrédités, conformément à la loi provinciale sur la qualification et la formation professionnelle de la main-d'œuvre.
 - .4 Permettre aux employés inscrits à un programme provincial d'apprentissage d'exécuter des tâches particulières seulement s'ils sont sous la surveillance directe d'ouvriers qualifiés et accrédités.
- .2 Entreposage, manutention et protection des produits
- .1 Manutentionner et entreposer les produits en évitant de les endommager, de les altérer ou de les salir, et en suivant les instructions du fabricant.
 - .2 Entreposer dans leur emballage d'origine les produits groupés ou en lots; laisser intacts l'emballage, l'étiquette et le sceau du fabricant. Ne pas déballer ou délier les produits avant le moment de les incorporer à l'ouvrage.
 - .3 Manutentionner avec grand soin les matériaux et le mobilier enlevés, comme les housses des radiateurs, et les entreposer dans la salle d'entreposage désignée par le représentant du Ministère.
- .3 Instructions du fabricant
- .1 Sauf indication contraire dans le devis, installer ou dresser des produits conformément aux instructions du fabricant. Obtenir directement du fabricant un exemplaire de ses instructions écrites. Ne pas se fier aux indications inscrites sur les étiquettes et les contenants fournis avec les produits.
 - .2 Aviser par écrit le représentant du Ministère de toute divergence entre les exigences du devis et les instructions du fabricant, afin qu'il puisse prendre les mesures appropriées.
 - .3 Si les instructions du fabricant n'ont pas été respectées, le représentant du Ministère pourra exiger, sans que le prix contractuel soit augmenté ni que la durée du contrat soit prolongée, l'enlèvement et la repose des produits qui ont été incorrectement mis en place ou installés.

1.13 EXAMEN ET PRÉPARATION

- .1 Inspecter le chantier et examiner les conditions susceptibles d'influer sur l'exécution des travaux et s'assurer de bien connaître les conditions existantes et les emplacements des matériaux patrimoniaux.
- .2 Avant le début des travaux, fournir des photographies des objets avoisinants susceptibles d'être endommagés ou de faire l'objet de réclamations ultérieures.

1.14 EXÉCUTION

- .1 Découpage, ragréage et remise en état

- .1 Enlever soigneusement les éléments indiqués ou spécifiés et les entreposer dans un lieu sécuritaire selon les directives du représentant du Ministère. Enlever uniquement ce qui est nécessaire à l'exécution des travaux.
- .2 Il est interdit d'enlever ou de découper des matériaux patrimoniaux, y compris des plinthes en marbre, des transitions en marbre, des revêtements de sol en marbre et des carreaux de plancher en céramique.
- .3 Ragrée et remettre en état les surfaces endommagées ou dérangées, à la satisfaction du représentant du Ministère. Le matériau, la couleur, la texture et le fini doivent s'harmoniser à ceux des ouvrages existants.
- .2 Présenter une demande écrite avant de procéder à des travaux de découpage ou de modification susceptibles d'avoir des répercussions sur ce qui suit :
 - .1 l'intégrité structurale des éléments adjacents au secteur des travaux;
 - .2 les qualités visuelles des éléments apparents, comme les finis muraux ou de plafond.
- .3 La demande doit préciser ou inclure ce qui suit :
 - .1 la désignation du projet;
 - .2 l'emplacement et la description des travaux en question;
 - .3 un énoncé justifiant la nécessité de couper ou de modifier l'ouvrage;
 - .4 une description des travaux proposés et des produits qui seront utilisés;
 - .5 des solutions de rechange aux travaux de découpage et de ragréage;
 - .6 les dates et les heures auxquelles les travaux seront exécutés.
- .4 Fournir des échantillons des matériaux de ragréage proposés au représentant du Ministère aux fins d'examen avant de commencer les travaux.
- .5 Sauf prescription contraire, les matériaux à enlever deviennent la propriété de l'entrepreneur. Retirer les matériaux enlevés du chantier.

1.15 GESTION DES DÉCHETS

- .1 Se conformer à la *Loi sur la protection de l'environnement*, et aux règlements de l'Ontario suivants : Règl. de l'Ont. 102/94 – Waste Audits and Waste Reduction Work Plans et Règl. de l'Ont. 103/94 – Industrial, Commercial and Institutional Source Separation Programs, pour ce qui est du programme de gestion des déchets dans le cadre du projet de remplacement des tapis-moquettes.
- .2 Réaliser un « audit des déchets » afin de déterminer quels déchets seront produits lors des activités d'enlèvement et de pose des tapis-moquettes. Rédiger un « plan de réduction des déchets » et mettre en œuvre les principes en vue de la réduction, de la réutilisation/du réemploi et du recyclage des matériaux dans la mesure du possible.
- .3 Soumettre des registres complets de tous les matériaux enlevés du chantier, tant les matériaux destinés à une élimination écologique que les déchets généraux. Ces registres doivent notamment comprendre les renseignements suivants :
 - .1 l'heure et la date des travaux d'enlèvement;
 - .2 une description des matériaux et la quantité évacuée;
 - .3 une preuve que les matériaux ont été déposés dans un site de traitement des déchets approuvé ou un site d'enfouissement certifié, selon le cas.

1.16 NETTOYAGE

- .1 Nettoyer le secteur des travaux au fur et à mesure. À la fin de chaque période de travail et plus fréquemment si le représentant du Ministère l'ordonne, enlever les débris du chantier, entreposer de manière ordonnée les matériaux et faire un nettoyage général.
- .2 Une fois les travaux achevés, enlever les dispositifs temporaires de protection et les matériaux de surplus. Réparer les défauts constatés à ce stade.
- .3 Nettoyer les zones utilisées pour l'exécution des travaux et les remettre dans un état au moins équivalent à celui qui existait avant le début des travaux; le nettoyage doit être approuvé par le représentant du Ministère.

1.17 ACCÈS AU SITE

- .1 Une autorisation de sécurité pour l'accès à l'édifice est requise pour tout le personnel employé dans le cadre du présent projet, conformément au Programme de cotes de sécurité donnant accès aux sites.
 - .1 Dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du marché, présenter une liste de tous les membres du personnel qui nécessitent un accès au chantier. La liste doit contenir le nom complet des employés, leur date de naissance ainsi que les entreprises pour lesquelles ils travaillent.
 - .2 Le représentant du Ministère communiquera à l'entrepreneur dans les trois (3) jours ouvrables les noms des membres de son personnel qui ont obtenu une cote de sécurité.
 - .3 S'il advenait qu'une cote de sécurité n'était pas accordée à certaines personnes, il faut procéder comme suit :
 - .1 présenter de nouveaux formulaires pour les employés de remplacement, selon les indications;
 - .2 présenter une nouvelle application, c'est-à-dire soumettre de nouveau les formulaires comportant toute clarification demandée pendant le processus d'examen. Les renseignements supplémentaires demandés pourraient comprendre la prise des empreintes digitales du demandeur afin de confirmer son identité. Ce processus pourrait nécessiter une période d'examen supplémentaire de 30 à 90 jours ouvrables;
 - .3 veiller à ce que les employés de remplacement soient disponibles pour la date prévue du début des travaux.
- .2 Le personnel fera l'objet d'un contrôle sécuritaire quotidien d'arrivée et de départ. Au début de chaque quart de travail, un laissez-passer sera remis à chaque personne; ce laissez-passer devra être porté en tout temps et remis à la fin du quart.
- .3 Désigner un agent de liaison responsable des cotes de sécurité afin de gérer le processus de demande de tous les membres du personnel employés dans le cadre du projet; cet agent sera la personne-ressource principale du représentant du Ministère à cet égard. Soumettre le nom de l'agent de liaison dans les cinq (5) jours ouvrables suivant l'attribution du marché.

1.18 PROCÉDURES DE CONTRÔLE DE SÉCURITÉ POUR LES PRODUITS

- .1 Toutes les livraisons doivent passer par un centre de balayage à des fins d'inspection (emplacement A) avant d'être livrées sur le site (emplacement B). L'emplacement B sera le lieu de livraison final.

A) 2303, rue Stevenage, Ottawa (Ontario) K1G 3W1
B) Colline du Parlement, édifice de l'Est, 111, rue Wellington, Ottawa (Ontario) K1A 0A6
- .2 Le fournisseur doit coordonner toutes les dates de livraison et d'installation, tel que détaillé ci-dessous, avec le chargé de projet de la CdC.
- .3 Le centre de balayage est ouvert du lundi au vendredi, de 7 h à 15 h.
- .4 Les groupes qui arrivent à l'installation à des fins de traitement sont desservis selon le principe du premier arrivé, premier servi.
- .5 Les articles à balayer doivent être retirés du véhicule de transport pour être traités. Les articles sont ensuite replacés dans le véhicule de l'entrepreneur pour être scellés.
- .6 Le numéro de sceau est communiqué par le personnel de SCI au personnel qui reçoit les livraisons sur le site de l'édifice de l'Est.
- .7 Aucun préavis à SCI n'est nécessaire pour la réception de petites charges; cependant, pour les charges plus importantes (telles que les remorques de 53 pieds), un préavis est requis. Les renseignements suivants doivent être fournis :
 - .1 Le fournisseur doit fournir au chargé de projet de la CdC l'information suivante au moins cinq (5) jours ouvrables avant la livraison sur le site :
 - a. la date et l'heure de livraison;
 - b. la description du véhicule;
 - c. le numéro de plaque d'immatriculation du véhicule;
 - d. les noms des employés, y compris le conducteur.

1.19 VENTILATION DES COÛTS

- .1 Avant de soumettre une première demande de versement d'acompte, présenter une ventilation détaillée des coûts relatifs au contrat, indiquant également le prix global du contrat, selon les directives du représentant du Ministère. Une fois approuvée par le représentant du Ministère, la ventilation des coûts servira de base de référence aux fins de calcul des acomptes.

Partie 2. Produits

2.2 2.1 NON UTILISÉ

- .1 Non utilisé.

Partie 3.

Partie 4. Exécution

4.2 4.1 NON UTILISÉ

- .1 Non utilisé.

FIN DE LA SECTION